

En préambule, 3 enseignants se font l'écho du scepticisme d'un grand nombre d'enseignants face aux objectifs et à l'efficacité d'un tel débat. Ils s'inquiètent d'une consultation à leurs yeux démagogique et rappellent l'absence de dialogue entre le Ministère et les membres de la communauté éducative au Printemps 2003.

Un parent s'étonne de la faible participation des parents d'élèves.

01 : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine ?

1^{ère} partie: Jusqu'où peut-on accepter les expressions de la mode et de la culture "jeune" dans l'enceinte scolaire?

Réflexions sur l'autorité respective des parents, des enseignants, du chef d'établissement face au comportement, à la tenue des élèves.

Chaque établissement a un règlement intérieur qui ne peut être que général. Pas de liste exhaustive des interdits.

Les parents sont responsables au premier chef; ils exercent leur autorité sur leurs enfants.

On ne peut mettre au même niveau des détails vestimentaires et des signes ostentatoires politico-religieux.

Le port de la blouse ne semble pas une réponse appropriée (vécue comme rétrograde au même titre que la remise en cause de la mixité).

Un rappel sur les grands principes de l'école: laïcité, égalité des chances, solidarité entre les membres de la communauté scolaire.

Le port de vêtements avec marques affichées ne pose t'il pas problème ?

La société marchande et médiatique est très prégnante sur le comportement des élèves. Les parents se sentent parfois en porte-à-faux face à cette influence.

Le terme "culture" jeune est peut être abusif, la culture ne se fondant pas seulement sur la tenue.

Nous avons affaire à des attitudes très normatives chez les jeunes, même dans leur aspect provocateur.

La réponse doit rester à la hauteur de l'incidence de ces paramètres sur la scolarité des élèves.

Il n'y a pas toujours de corrélation entre l'échec scolaire et la provocation des attitudes ou de la tenue.

Les jeunes ont à intégrer l'idée d'une "tenue de travail" pour l'école à l'égal des codes qui régissent le monde du travail.

Les problèmes graves de respect (des adultes et entre eux) et de diversité d'expression culturelle et religieuse ne se posent pas à BIZANOS.

2^{ème} partie : Dans quelle mesure peut-on, par l'éducation aux médias, contribuer à former l'esprit critique ?

L'école fait globalement son travail d'éducation de l'esprit critique notamment à travers tous les supports d'information.

Les médias audiovisuels éduquent aussi à leur façon les jeunes.

Les élèves sont très passionnés par le travail de lecture des médias. Ils comprennent que l'info peut être manipulatrice.

Il existe un réel danger qu'ils considèrent toute info comme manipulatrice et qu'ils rejettent toutes les infos.

La jeune génération est très désabusée. Elle jette souvent le discrédit sur l'ensemble des médias d'information.

Peu d'élèves s'intéressent aux infos.

Les jeunes sont néanmoins peu critiques sur les autres émissions.

L'école fait un travail d'acquisition de langage. Elle ne doit ni être un sanctuaire, ni se couper du langage, de la culture jeune.

Il est souvent difficile pour les parents de s'informer sur ce qu'entendent, ce qu'écoutent, ce qui préoccupe les enfants.

Une grande partie des jeunes ont beaucoup d'esprit critique.

Les jeunes sont-ils critiques ou simplement contestataires.

Les élèves sont capables d'analyser le fonctionnement de la société, ils en intègrent les valeurs marchandes pour leur fonctionnement personnel.

L'école, porteuse des valeurs humaines n'est-elle pas remise en cause par les valeurs de la société (le marché).

La société reconnaît-elle encore les valeurs que porte l'école ?

La société qui met en avant l'efficacité économique ne nous mène-t-elle pas vers le risque de commercialisation de l'éducation (comme le risque plane sur la santé, la culture, les énergies...) ?

18 : Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Ce thème a été abordé au printemps 2003

La plupart des interventions expriment le risque que peut représenter pour les fonctionnaires et les usagers un désengagement de l'Etat :

Le but de la décentralisation par l'état est de rechercher une économie, par la privatisation des services.

Le renforcement des élus locaux dans le conseil d'administration des collèges, fait craindre que selon le bassin de recrutement soit favorisé tel ou tel enseignement en fonction des besoins locaux.

Cela rejoint un vieux débat : A quoi sert l'école ? A apporter les savoirs ou à préparer à la vie active ?

La question de la régionalisation va dans le sens de former de la main-d'œuvre en fonction du bassin d'emploi.

Il y a contradiction entre le projet de l'école républicaine (savoirs fondamentaux et culture..) et la délocalisation des enseignants en rapport avec l'économie locale. De plus, les besoins dans ce second cas seraient tributaires des fluctuations des bassins économiques.

Il est souligné la nette amélioration apportée par la gestion des bâtiments par les conseils généraux, notamment en ce qui concerne l'entretien. (La restructuration du collège de Bizanos est, elle, attendue depuis plusieurs années.

Des questions sont soulevées :

-Les nouveaux conseils d'administration pourraient-ils aborder des questions pédagogiques ? Par exemple, telle ou telle matière non fondamentale peut-elle disparaître selon les établissements ? Cela entraînerait une discontinuité dans l'enseignement. Le principe de continuité scolaire serait alors remis en question. Quelles seraient les matières fondamentales ?

-Les régions pourront-elles assumer les dépenses ?

Sous-question : L'efficacité de l'Ecole exige-t'elle plus de décentralisation ?

Il est relevé que la formulation de cette question sous-entend que l'école n'est pas efficace, et que le but du débat est de faire un constat négatif de l'école (exemple : Problème du collège unique), afin de réformer et de décentraliser.

La question est reformulée : La décentralisation entraînera-t'elle plus d'efficacité ?

-L'école doit-elle être efficace ? Comment évaluer ? Il y a des choses qu'on ne peut évaluer (ex. L'ouverture d'esprit.

-L'efficacité concerne les moyens et la pédagogie (enseignement. Or, la décentralisation existe déjà pour les moyens. Y a-t'il eu un bilan avant de continuer ?

-Si on regarde l'exemple d'entreprises nationales (SNCF, La poste) qui sont décentralisées ou privatisées, on voit leurs effectifs diminuer et réduire leur service.

-On peut regarder ce qui se passe dans d'autres pays (Nouvelle-Zélande, Grande-Bretagne..), qui ont décentralisé depuis quelques années.

-Exemple de problème lié à la dispersion des prises de décision : Une municipalité construit un bâtiment si l'inspection académique nomme un nouveau professeur, qui ne sera nommé que si le bâtiment est construit.

-Le conseil général est très actif au niveau de la télécommunication, mais le personnel (nommé par l'inspection académique) ne suit pas. Peut-être serait-ce plus efficace si le conseil général s'occupait des deux.

-La décentralisation permet des économies, car au niveau de l'état la pression des populations est plus dure. (R : Non, la pression locale est plus efficace, mais inégale selon les régions.)

-L'efficacité qu'on attend, c'est notamment qu'un professeur absent soit plus vite remplacé. (R : C'est déjà une organisation régionale.)

-Qui recrute les vacataires ? (R : le rectorat puis le principal a le choix. Le statut des vacataires est évoqué de façon critique, tant pour le vacataire, que pour les élèves.

-C'est également des moyens en personnel (A Bizanos, un emploi-jeune en informatique n'est pas remplacé)

-Problème des moyens : La décentralisation le réglera-t-elle ou pas ?

Une série de remarques tendent à constater que la décentralisation est commencée :

-La décentralisation des bâtiments et du personnel ATOSS est et sera réalisée.

-Un même cursus, c'est important, mais il existe une disparité au niveau des options (langues régionales..) Et c'est l'état qui subventionne ces disparités (exemple d'une école bilingue à Bordès. Dans la mentalité, on ne veut pas la décentralisation, tout en restant attachés aux différences régionales.

-Des épreuves du baccalauréat, examen national, (*TP ou TIPE ?* de physique) sont organisées et corrigées par les professeurs même du lycée, localement.

-Disparité dans les écoles primaires concernant les dotations en ordinateurs, et également pour le matériel d'étude des langues.

-Est-ce que l'Etat a un rôle régulateur pour la dotation des établissements, ou entérine-t'il seulement les choses ? (R : Il existe une transparence qui n'existait pas il y a 40 ans, où les attributions se faisaient « à la tête » du proviseur)

Sous-question : Quelles compétences l'Etat doit-il absolument conserver ?

La plupart des personnes ne souhaitent pas répondre à cette question, car elle implique qu'on admet la décentralisation.

Sont cités par quelques personnes, la nécessité de maintenir

-des diplômes nationaux,

-un recrutement national des enseignants. Un recrutement académique serait tributaire des disparités entre les régions.

-un programme national.

Le matériel pouvant être décentralisé si les moyens suivent.

Il est précisé que les moyens ont déjà été définis par les enseignants, mais n'apparaissent pas dans la décentralisation telle quelle est présentée.

13 :

Il a été établi d'entrée un bilan sur les élèves de 6ème ; Le constat est sévère :

Il semble que les difficultés de ces enfants vont d'année en année en croissant. Le journal " Le Monde " confirme hélas cette tendance. Il révèle que près de 15% des élèves ont des difficultés de compréhension. Les professeurs présents ont déclaré qu'il était déjà trop tard pour récupérer cette lacune et que le fossé entre l'école primaire et le collège ne cessait de s'élargir. Ils ont déclaré également que les dossiers du primaire ne notaient pas les problèmes des élèves.

Enfin, ils ont fait remarquer que les disparités des Etablissements pouvaient entraîner de nombreux échecs : Les outils (notamment l'informatique) et l'encadrement sont nécessaires mais à l'heure actuelle l'insuffisance est notoire !

Une analyse sommaire a été effectuée :

Les bases indispensables " lire - Ecrire - Compter " ne sont pas acquises ! La sonnette d'alarme est donc tirée.

Ces difficultés sont constatées en Français mais aussi en langues étrangères (idem pour les énoncés en Math etc)

Les causes de cet échec sont dues semble-t'il, entre autre, au manque d'écriture des élèves (trop de travail fait sur des photocopies. L'atelier lecture proposé en 6ème paraît cependant essentiel. Les professeurs encouragent ce projet.

Quant à l'oral, l'évaluation est difficile : les effectifs sont trop lourds et les outils de travail font défaut. Nous avons également abordé le sujet des stages des classes de 4ème. Ils apparaissent être très stimulants. Ils sont bénéfiques car ils mettent en évidence les travers des métiers choisis. Néanmoins, ils informent et donnent une idée sur le monde du travail.

Ils sont excellents pour la socialisation. Hélas, ils sont trop superficiels et la durée de 3 jours est trop courte.

Ces stages, en résumé, intéressent les élèves et le projet est positif.

APRES LE COLLEGE, QUEL DEVENIR POUR L'ELEVE :

Nous avons parlé des LEP qui recueillent surtout des enfants issus de milieux sociaux " bas ". Les BEP donnent accès aux BACS PRO (à noter que 2 à 6 % des élèves partent vers des BEP dès la 2ème. Nous constatons que les CAP (formation en 2 ans) sont plus nombreux.

Un projet se dessine mais sera-t'il mis en place ? Il s'agit de créer un " pont " ou une " passerelle " entre le collège et le LEP qui permettrait aux élèves en difficulté de revenir au collège après avoir réalisé un " séjour " (ou stage) en LEP.

Nous avons remarqué que les métiers intellectuels sont plus reconnus. En revanche, les métiers manuels ne sont pas assez mis en valeur.

La mobilité, en France, devrait être accélérée afin de mieux appréhender le monde du travail.

Enfin environ 80 % des bacheliers n'ont aucune formation et par conséquent ce diplôme ne débouche sur aucun métier.

L'école favorise l'ouverture d'esprit des enfants. Un niveau scolaire supérieur ne garantit pas un travail mais il réduit considérablement les périodes de chômage.

QUELLES SONT LES METHODES LES MIEUX ADAPTEES POUR CONTRER L'ECHEC SCOLAIRE ?

Nous sommes interrogés sur la composition des classes : Faut-il mettre ensemble, des élèves qui ont des niveaux différents ?

Actuellement, ce système démontre que les résultats ne donnent pas entière satisfaction. Néanmoins, les classes de " niveau " n'entraînent pas de meilleurs résultats.

Les structures des petits Etablissements favorisent, à priori, une meilleure adaptation. Même constat pour les Internats.

Ces derniers sont utiles pour les enfants qui ont perdu des valeurs essentielles : être confrontés aux horaires du lever et du coucher, par exemple.

La " journée d'appel préparation défense " (qui concerne tous les jeunes adultes de 18 à 20 ans) met en évidence d'énormes difficultés de compréhension. 12 % de ces jeunes ont de graves problèmes et la moitié d'entre-eux se révèlent être analphabètes.

Cela représente, environ 150 à 200 000 personnes inaptes au monde du travail !

QUEL EST LE RÔLE DES " CLASSES RELAIS ?"

Ce sont des classes destinées aux élèves en grande difficulté âgés de 12 à 16 ans .Elles ont été mises en place depuis 4-5 ans

Elles sont composées d'une équipe d'enseignants , d'éducateurs , de psychologues , et sont financés par le Conseil Général.

On compte 8 élèves par classe qui ont des problèmes de compréhension et de violence parfois. Ils séjournent environ 1 mois dans ces établissements puis retournent au collège. L'accord parental est obligatoire mais la plupart du temps, les décisions concernant ces enfants sont trop tardives. Par

conséquent, ces classes ont un coût indéniable mais elles permettent de prévenir une forme de délinquance. Elles ont pour objectif d'enrayer la marginalisation.

A l'école, le goût du travail et de l'effort ne sont pas assez mis en valeur. Les élèves ne manifestent pas toujours de mécontentement lorsqu'on leur demande de la rigueur dans leur travail. Ils apprécient les responsabilités : La journée " formation des délégués " a été positive (à Bizanos. Une proposition a été faite lors de cette rencontre pour la rentrée 2004 : chaque élève de 3ème parrainera

1 élève de 6ème afin que l'intégration soit plus aisée.

Les emplois du temps sont remis en cause mais il semble difficile de satisfaire toutes les demandes...

Les enseignants déplorent que l'école n'ait plus La Décision (les parents s'opposent de plus en plus souvent au redoublement)

Ils souhaitent développer un lien avec eux. Les parents, en revanche, ont le sentiment de rester derrière la porte de la classe.

Il faut instaurer, au plus vite, des relations de CONFIANCE.

REFLEXION SUR LES PROGRAMMES :

Les enseignants constatent un manque de cohérence dans le contenu des programmes. Par conséquent, les élèves manquent de chronologie. (Ex : Zola est perçu comme un grand résistant)

Les différentes matières devraient se regrouper pour qu'il y ait plus de concordance dans le temps. C'est le but des IDD mais l'expérience devrait se prolonger voire s'améliorer. Enfin la terminologie nouvelle (ex : Conclusion différente de chute dérouté plus qu'elle n'entraîne de facilités.